

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

Bern, den 30. Oktober 1989  
VERTRAULICHInformations hebdomadaires 44/89

<u>Index:</u>	<u>Page</u>
1) EDA-Studiengruppe "Die Schweiz und Europa", Bericht der Untergruppe "Neutralitätspolitik und institutionelle Aspekte der Beziehungen der Schweiz mit den Europäischen Gemeinschaften" sowie Gutach- ten von Experten zu Händen dieser Untergruppe	2
2) OCDE: Réunion du CESS (Comité exécutif en session spéciale)	4



EDA-Studiengruppe "Die Schweiz und Europa", Bericht der Untergruppe "Neutralitätspolitik und institutionelle Aspekte der Beziehungen der Schweiz mit den Europäischen Gemeinschaften" sowie Gutachten von Experten zu Händen dieser Untergruppe

---

Nachdem der interne Bericht der Untergruppe "Neutralitätspolitik und institutionelle Aspekte der Beziehungen der Schweiz mit den Europäischen Gemeinschaften" auszugsweise in der Berner Zeitung erschienen ist, haben wir uns bei unseren Antworten auf Anfragen auf nachstehende Sprachregelung abgestützt:

- 1) Mit Beschluss vom 31.5.1989 hat der Bundesrat vom Bericht der randerwähnten Untergruppe Kenntnis genommen und das EDA ermächtigt, diesen Bericht den Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten der eidgenössischen Räte zuzustellen. In Ausführung dieses Auftrages hat das EDA den Bericht am 26.6.1989 den Kommissionsmitgliedern mit folgenden Beilagen zugestellt:
  - Conséquences, sur le fédéralisme suisse, d'une adhésion de la Suisse à la Communauté européenne  
(von O. Jacot-Guillarmod).
  - Conséquences, sur la démocratie suisse, d'une adhésion de la Suisse à la Communauté européenne  
(von O. Jacot-Guillarmod).
  - Vereinbarkeit von EG-Mitgliedschaft und Neutralität  
(von D. Schindler).
  - La neutralité suisse et l'ordre juridique des Communautés européennes  
(von J. Steenbergen).

- 2) Diese vier Gutachten dienen der EDA-Untergruppe als Arbeitsgrundlagen. Sie bringen lediglich die **persönliche** Meinung der Verfasser zum Ausdruck. Sie präjudizieren **in keiner Weise** den Standpunkt der zuständigen Amtsstellen oder gar des Bundesrates.
- 3) Der Bericht der EDA-Untergruppe seinerseits ist ein verwaltungsinternes Arbeitspapier. Es soll dem Bundesrat und den ausserpolitischen Kommissionen Gelegenheit geben, die Diskussion zum Verhältnis Schweiz-EG weiterzuführen. Es ist weder für das EDA noch für den Bundesrat verbindlich.
- 4) Es ist vorgesehen, dass der Bundesrat 1990 in einem zweiten Bericht über die Stellung der Schweiz im europäischen Integrationsprozess seinen Standpunkt zu diesen Fragen offiziell darlegt.

## OCDE : Réunion du CESS

---

Le Comité exécutif en session spéciale de l'OCDE s'est réuni à Paris les 23 et 24 octobre 1989. Trois thèmes figuraient à l'ordre du jour: la situation économique, le système commercial et les négociations d'Uruguay et surtout les développements dans les pays à économie planifiée. M. Blankart étant empêché, la délégation suisse a été conduite par l'Ambassadeur de Pury.

La situation économique continue à être favorable. Le taux de croissance actuellement de 4 % devrait se maintenir au-dessus de 3 % pour les deux années à venir. Le taux de l'inflation quant lui devrait rester aux alentours de 4 à 5 %. Le récent mini krach boursier n'a pas conduit le Secrétariat à réviser ses projections. Parmi les différentes raisons qui expliquent la poursuite dans le temps de la croissance actuelle le Secrétariat évoque l'effet positif du processus d'ajustement des structures engagé depuis le début de la décennie. Il en déduit que l'OCDE se doit de poursuivre sans relâche ses efforts d'ajustement structurel. L'un des volets importants de l'exercice de surveillance en matière structurelle porte sur les subventions industrielles.

Dans le domaine commercial, l'OCDE, sans s'immiscer directement dans le processus négociatoire de l'Uruguay Round, aura au cours des douze prochains mois un rôle particulièrement précieux à jouer, surtout dans des sujets tels que les subventions, par exemple, qui n'ont pas encore été traités en profondeur par le Comité des échanges. L'appréciation des délégations varie quant à l'avancement réel des négociations au Round, mais tous les pays de l'OCDE admettent que l'effort de négociation à accomplir est énorme et qu'un succès réel de l'Uruguay Round est une condition sine qua non pour le maintien et le renforcement d'un système commercial multilatéral ouvert et partant d'une croissance soutenue de l'économie mondiale. Dans ce contexte, certains délégués, notamment celui de la Suisse, ont

regretté que le Round semble avoir négligé certains sujets fondamentaux (par exemple l'article XXIV du GATT).

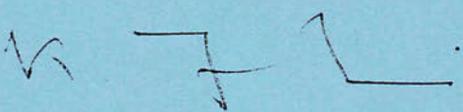
Le CESS a consacré l'essentiel de sa réunion aux développements intervenus dans les pays à économie planifiée et au rôle de soutien possible de l'OCDE et de ses pays membres en faveur des pays qui procèdent aux réformes que l'on sait. Les pays de l'Est européen qui entreprennent des réformes sont confrontés parallèlement à deux difficultés majeures. D'une part, toute réforme économique dans les premiers stades du moins va aggraver leur situation actuelle (par exemple forte augmentation du chômage en cas de restructuration des industries non compétitives). D'autre part, les réformes économiques sont, en dernière analyse, impossibles à conduire avec succès si elles ne s'appuient pas en même temps sur des réformes politiques fondamentales. En clair, le passage d'un système d'économie planifiée à un système d'économie de marché, dont il n'existe pas de précédent dans l'histoire récente, appelle obligatoirement plus de libertés et une autre échelle des valeurs. Il s'agit donc d'un exercice dont, en dépit d'une certaine inéluclabilité, on ne peut qu'espérer le succès, mais qui n'est pas garanti a priori. Par un dialogue aussi large que possible avec les pays concernés sur les politiques économiques à mener, l'OCDE peut aider aux pays qui le souhaitent à trouver des voies sur ce terrain jusqu'ici inconnu du passage d'un système centralisé à un système de type OCDE. Vu certaines expériences réalisées dans le passé, une mise en garde a été lancée contre l'octroi de montants financiers sans attribution précise. Au contraire, l'aide devrait en principe être liée à des projets spécifiques et il convient, en facilitant les contacts avec nos milieux économiques notamment, de contribuer à insérer ces pays dans l'économie mondiale dont ils ont largement été coupés jusqu'ici en raison de leur système inefficace. Le Secrétaire général de l'OCDE, qui s'est déjà rendu en Pologne, a été invité pour une visite officielle à Budapest. L'Ambassadeur de Pury a présenté l'engagement et la philosophie suisses. S'agissant de l'opportunité d'étendre aux pays de l'Est le traitement réservé aux pays en développement, le délégué suisse a plaidé la prudence face à des décisions hâtives pour l'un ou l'autre pays de

l'Est européen qui porteraient atteinte aux réformes systématiques de l'environnement commercial et économique international. Dans l'ensemble, l'engagement de l'OCDE sur le dossier de l'Est a été vivement encouragé. Le Secrétaire général va vouer une attention à ce volet de la coopération et non seulement poursuivre ses contacts avec les pays de l'Est intéressés, mais proposer des domaines où l'organisation peut apporter une contribution spécifique.

En outre, le CESS a été informé des préparatifs concernant les quatre ateliers qui se tiendront l'année prochaine avec les économies dynamiques d'Asie. C'est ainsi que l'atelier sur le commerce se tiendra probablement en Corée. Le Japon désire lui aussi en accueillir un.

Les Etats-Unis ont lancé une initiative afin que la Conférence ministérielle de l'OCDE de l'année prochaine prenne des décisions pour réduire les subventions en matière de construction navale.

La prochaine réunion du CESS aura lieu les 5 et 6 février 1990.



K. JACOBI

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Presse et Info

1

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

wochentx

\*\*\*

Informations hebdomadaires rapides no 44/89 du 30.10.89

1) Gespraech zwischen Bundesrat René Felber und dem belgischen Aussenminister Mark Eyskens am 24. Oktober 1989 in Bern

Am Rande belgischen Staatsbesuchs trafen sich Bundesrat Felber (BRF) und Aussenminister Eyskens (E) zu Gespraech ueber europaeischen Integrationsprozess und Entwicklung in Osteuropa. Bilateral wurde Frage Rentenansprueche der Schweizer im ehemaligen Belgisch-Kongo von schweizerischer Seite aufgebracht.

Im Integrationsbereich skizzieren beide Seiten bekannte Auffassungen: S c h w e i z Mitgliedschaft EG aus Neutralitaetsgruenden unmoeglich, daher sehr interessiert an Ausformung europaeischen Wirtschaftsraumes mit Struktur, die EFTA-Laender gleichberechtigtes Mitmachen ohne Satellisierung durch EG ermoelicht (decision-shaping u n d decision-making).

B e l g i e n vertritt Auffassung Kommissionspraesidenten Delors, wonach EFTA-Laender mit konsistentem decision-shaping gut bedient. Bezueglich EG-Mitgliedschaft Oesterreichs sieht Belgien in besonderer, von UdSSR ueberwachter Neutralitaet Hinderungsgrund und zukuenftige Probleme. Politische Zielsetzung EG verlangt von Mitgliedern auch Beitrag an euro-

Datum

30.10.89

visum

Teil intern

30 66

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert       Priorität         Faktura       Text erg.       F.I.

Absender: \_\_\_\_\_ Seite-Nr. \_\_\_\_\_

ja      Nein      Norm.      Dring.      Flash

2

Empfängercode      Empfängercode      Empfängercode      Empfängercode      Empfängercode      Empfängercode

paäische Sicherheit. Oesterreich heute wohl zu diesem Beitrag nicht in der Lage.

Im Bereich Beziehungen Ost-West beide Seiten fuer rasche Hilfe an Polen und Ungarn. BRF stellt geplante Soforthilfsmassnahmen des Bundes von 250 Mio. Franken waehrend drei Jahren vor. E bezeichnet westliche Hilfe an Osten als sehr teuer. Ganze Volkswirtschaften waeren von Grund auf zu finanzieren. Nach Polen und Ungarn kaemen noch Jugoslawien und vielleicht sogar Sowjetunion. In EG auch Ueberlegungen im Gange betr. Schaffung speziellen Finanzierungsfonds Osteuropa. Erfolg Reformen im Osten auch abhaengig von genuegend Zeit fuer Gorbatschow.

Im bilateralen Bereich einzige offene Frage Rentenansprueche Schweizer im ehemaligen Belgisch-Kongo. Belgische Renten fuer Nicht-EG-Buerger nicht indexiert. Staendige parlamentarische Vorstoesse in der Schweiz stellen starken innenpolitischen Druck dar. Daher verlangt BRF von Belgien wenigstens bescheidene Geste als Beitrag an anvisierte ''interne'' Loesung, wonach Bund betroffenen schweizerischen Rentenbezeugern belgische Rente (ca. 200 Fr. pro Monat) bis zur minimalen AHV-Rente aufstockt. E betont Fehlen juristischer Grundlage fuer Beitrag, erkennt aber moralisch-politischen Aspekt. Beide Laender einverstanden, Sache auf normalem diplomatischem Weg weiterzubehandeln bis zum Erreichen beidseitig befriedigender Loesung.

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Teletext: \_\_\_\_\_

Referenzen und Initialien

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

P.I.

Absender

Seite-Nr.

Ja    Nein

Norm.    Dring.    Flash

3

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

2) Réunion ministérielle informelle des pays de L'AELE  
Genève, 27 octobre 1989

Présidée par M. J. Hannibalsson (Islande), cette réunion s'est effectuée dans une atmosphère très favorable. Tous les ministres se sont accordés pour apprécier très positivement les travaux accomplis par le HLSG et ses cinq groupes de travail. Les conclusions adoptées par le HLSG à Bruxelles le 20 octobre dernier sont entièrement confirmées par les ministres. M. Hannibalsson a résumé les discussions et communiqué oralement aux ministres les quinze messages suivants qu'il transmettra à M. Andriessen le 30 octobre 1989 lors d'une entrevue:

1. Confirmation de la déclaration d'Oslo
2. Appréciation positive des conclusions du HLSG du 20 octobre
3. Engagement de continuer le Suivi de Bruxelles sur cette base et de continuer à parler d'une seule voix
4. "Keep the momentum"
5. Réunion du 19 décembre doit donner un signal politique clair en vue d'ouvrir des discussions exploratoires conduisant à des négociations "early in 1990"
6. Le futur accord devra être fondé sur l'égalité des parties contractantes et sur l'équilibre entre leurs droits et

Datum

Visum

Tel. intern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Ja Nein

Norm. Dring. Flash

4

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

obligations

7. La substance de l'accord visera à la réalisation la plus large possible des quatre libertés et à une coopération renforcée dans les politiques d'accompagnement
8. L'acquis pertinent (''relevant'') devra être identifié conjointement et intégré d'une manière ou d'une autre dans l'accord
9. Les exceptions (dans la reprise de l'acquis) justifiées par des intérêts fondamentaux seront traitées dans la phase négociatoire
10. En ce qui concerne la libre circulation des marchandises, les deux options de l'union douanière et du libre-échange amélioré doivent rester ouvertes
11. L'étendue de la substance de l'accord dépendra des solutions données aux questions juridiques et institutionnelles
12. Un mécanisme de décision véritablement commun est essentiel pour un accord
13. Sur la question de decision shaping/decision making plusieurs options restent sur la table, dont le modèle des deux piliers avec une osmose constante pendant le decision-shaping et comprenant des organes communs prenant leurs décisions par consensus
14. Détermination de renforcer l'AELE
15. Le Suivi de Luxembourg doit être poursuivi, tant que les

Datum:

Visum:

Tele. intern.:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F. I.	Absender	Seite-Nr.
<input type="checkbox"/>		5				
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	
<input type="checkbox"/>						

nouvelles structures ne sont pas en place.

Tous les ministres ont souscrit à ces messages. La Suisse a obtenu au sujet du modèle des deux piliers (point 13 ci-dessus) que ce point reflète intégralement le paragraphe 9 des conclusions du HLSG du 20 octobre, c'est-à-dire que le modèle des deux piliers ne représente qu'une alternative parmi d'autres.

3) Rencontre informelle BRF avec MAE Genscher (GS), (Belp, 25.10.89)

Objet primordial de la rencontre demandée par GS est son souci devant l'évolution du processus d'intégration, particulièrement de l'accélération qui est imposée par Bruxelles aux pays de l'AELE, accélération qui le préoccupe. GS estime que la CE et la plupart de ses pays membres comprennent mal les problèmes des pays de l'AELE et il s'efforce de convaincre ses collègues que l'on ne peut traiter ces partenaires, et notamment la Suisse, n'importe comment. GS a rencontré le V-P. de la Commission Andriessen le 24 octobre et s'est longuement entretenu de cet aspect de la problématique avec lui. BRF en a profité pour lui rappeler la position de la Suisse et son engagement vis-à-vis de l'AELE dans la dynamique

Datum:		Visum:	
Tel. intern:			

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.L.
<input type="checkbox"/>				
Ja    Nein	Norm.    Dring.    Flash			

Absender	Seite-Nr.
_____	6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
_____	_____	_____	_____	_____	_____

d'intégration.

En ce qui concerne l'Europe de l'Est, GS a souligné l'urgence de l'aide en faveur de la Pologne surtout, ce pays ayant à l'heure actuelle toutes les forces politiques représentées au gouvernement, ergo, si l'expérience échouait, ne pourrait plus s'offrir d'alternative (au contraire de la Hongrie), hormis la dictature militaire. BRF a évoqué la question des coordinateurs de l'aide à l'Europe de l'Est et de la possibilité d'avoir trois personnes responsables, dont un non membre de l'OTAN (p.ex. un neutre - GS pense que la Finlande est particulièrement bien placée).

Au sujet de l'U R S S, GS ne veut pas se prononcer sur l'avenir de Gorbatchev (Adviennne que pourra ) mais pense que les développements en cours ne peuvent pas être freinés. Il estime que la question des nationalités est jugée de façon trop négative en Occident, car pense GS si Gorbatchev réussit à développer un véritable fédéralisme, les forces nationalistes pourraient être utilisées de façon constructive. Un obstacle réside toutefois dans le besoin de "dérussification" dans les républiques.

Pour ce qui est de la R D A, GS est convaincu que les

1216  
CIE

5.87 80 000 39665

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Adresse (für Telex an Dritte)

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F. I.

Absender

Seite-Nr.

Ja Nein

Norm. Dring. Flash

7

Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Soviétiques vont laisser faire et que leurs 22 divisions ne bougeront pas le petit doigt pour soutenir le régime. Il est impressionné par le fait que l'opposition a eu la sagesse de ne parler que de liberté (Freiheit) et pas du tout d'unité (Einheit), ce qui garantit la "neutralité" soviétique.

L'entretien s'est déroulé partiellement entre quatre yeux et a été marqué par une très grande cordialité qui témoigne non seulement de l'étroitesse des relations avec la RFA (tout a été arrangé de façon impromptue) mais encore des excellentes relations personnelles entre GS et BRF.

4) Visite de courtoisie du ministre soviétique de la Justice, M. Véniamine F. Jakovlev (J) au conseiller fédéral Koller (CFK), Berne, le 25.10.89

L'entretien, qui a duré 30 minutes, a permis aux deux ministres d'avoir un échange de vues sur les possibilités de coopération entre les deux pays. L'URSS ayant la volonté de devenir un quote "Rechtsstaat" unquote, j'estime que son pays a beaucoup à apprendre de nos institutions et de nos structures, notamment fédéralistes. Des échanges au niveau académique ou d'experts de l'administration pourraient avoir lieu dans ce sens. CFK a pris acte de ce souhait.

Datum: \_\_\_\_\_ Visum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern: \_\_\_\_\_

617 40 000 30005

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F. I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

8
---

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

--	--	--	--	--	--

Antérieurement à cette visite, il avait été convenu que des experts soviétiques seraient reçus à Berne par le DFJP au printemps prochain pour des consultations sur les moyens de lutter contre le trafic international de drogue.

J étais de passage en suisse pour participer à la réunion du comité des NU pour les droits de l'homme.

5) Première rencontre informelle des MAE des quatre Neutres européens (Yverdon, 27-28 octobre 1989)

A l'initiative BRF, les MAE Andersson (Suède), Mock (Autriche) et Paasio (Finlande) se sont réunis à Yverdon pour discuter du rôle et de l'orientation de la politique de neutralité face aux défis nouveaux, résultant des profondes mutations en cours en Europe et dans le monde.

Les 4 Ministres ont brièvement évoqué les circonstances politiques et historiques ayant présidé à l'adoption de la neutralité dans chacun de leurs pays (Mock: plus la neutralité est récente, plus il faut l'expliquer). Ils se sont ensuite concentrés essentiellement sur la problématique de l'Europe centrale et orientale, étant entendu que les questions d'intégration et les relations avec la CE ne seraient pas soulevées en dehors du cadre de l'AELE.

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. intern. \_\_\_\_\_

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)



Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>				
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
	9

Empfängercodé	Empfängercodé	Empfängercodé	Empfängercodé	Empfängercodé	Empfängercodé

Pologne et Hongrie: Développements politiques et économiques de ces deux pays ont engendré réactions spontanées et multi-formes, nécessitant coordination internationale, tout en la rendant difficile. "Risque serait plus grand si on ne prenait pas de risques." Leçons des années '70 ont démontré que besoins dépassaient simple approche financière, en même temps qu'urgence de l'action. Priorité donnée à environnement (Andersson: L'Europe mourra si elle ne progresse pas dans ces questions) souligne interaction des efforts à faire dans domaines économique, politique, social et culturel. Les 4 Neutres sont engagés dans processus entrepris par les "24" (OCDE) sous égide de la Communauté européenne, reconnaissent utilité désigner des coordonnateurs avec profil international, pour donner impulsion au mouvement d'aide. BRF a proposé (comme il l'avait fait à Washington) qu'une troisième personnalité soit trouvée parmi les Neutres, si principe des coordonnateurs était accepté, afin de démarquer l'aide de considérations politiques "inavouables".

Les 4 ont convenu d'un échange détaillé de propositions dans tous les domaines envisagés, pour cibler leur effort de façon maximale.

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

5.87 80 000 34665

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F. I.

Absender

Seite/nr

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

10

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Union Soviétique: Rôle central de Perestroika pour tout le processus de réformes, et réciproquement besoin de succès dans cas spécifiques de Pologne et Hongrie (et Républiques Baltes) pour donner chance à Gorbatchev, demande approche spécifique vis-à-vis Union Soviétique. Aide doit y être définie en termes de coopération, dans but de sauvegarder susceptibilité nationale et aussi considérant la dimension particulière d'une superpuissance. (Paasio: Soviétiques ont le "Know why", pas le "Know how"...)

Ministres ont conclu en s'assurant de soutien mutuel dans initiatives propres, soulignant complémentarité de leurs actions (p.ex. au Moyen-Orient, où Suède joue rôle moteur), ainsi qu'expériences au sein CSCE l'a souvent démontré.

Rencontre a été marquée par excellente atmosphère, faite à la fois de profondes affinités, compréhension mutuelle et amitiés personnelles. Mock a invité à prochaine réunion en 1990 en Autriche. Nombreux journalistes ont suivi l'événement, qui s'est terminé par visite réserve naturelle Grande Cariçaie, au bord Lac Neuchâtel. Jacobi.

////

Copie BRF JAC PB

NNNN

5.82 80 000 39000

Datum

visum

Tel. intern.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 31.10.1989

L. A. 22.14.7.3.

Interne Verteilerliste + dipl. Vertretungen

Betrifft: IH + DP 44/89

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat		
	Hr. Schaller	SRU
	Hr. Meier	MEF
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter Dayer	DD
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
KSZE-Dienst	Hr. Widmer	WI
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Fivat	LA FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Woker Hr. Pardo	SIN PR
Dienst Frankophonie	Hr. Kammer	KJF
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Chappuis	RUE CFR
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Duboulet	DC
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Koordinator Internationale Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch Minister Erard Minister Gyger	KJP ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater für europäische Weltraumzusam- menarbeit	Hr. Creola	CRE
Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF

Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Frau Meier	MM
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Godet Minister von Däniken	KT GT VDF
Sektion Völkerrecht	Hr. Baumann	BWE
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals Personalsektion	Hr. von Graffenried Hr. Brogini/Hr. Reich	GRP BRO/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Welte	WP
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Bollinger Hr. Castelli	BOL CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Rädetsdorf Hr. Giovannini Hr. Dannecker Hr. Beti	RAE GI/ DAN BEI
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion human. Nahrungsmittelhilfe Forschung und Politik	Hr. Pasquier Frau Schelling R. Hr. Melzer	PA SGR MEL
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger	Ke
CH-91	Botschafter Vallon	VAL
Zentralstelle Gute Dienste	Hr. Bill	BH

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Brunnaderstr. 76, Bern  
(durch Chauffeur zugestellt)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan	Hamburg	Panama
Abu Dhabi	Hanoi	<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Harare	Paris (3)
Akkra	Havanna	Prag
Alger	Helsinki	Pretoria
Amman	Hong Kong	Quito
Amsterdam	Houston	Rabat
Ankara	Islamabad	Rio de Janeiro
Antananarive	Istanbul	Rom
<u>Asuncion</u>	Jakarta	San Francisco
Athen	Johannesburg	San José
Atlanta	Kairo	Santiago de Chile
Bagdad	Karachi	Sao Paulo
Bangkok	<u>Khartoum</u>	Singapur
Barcelona	Kigali	Sofia
Beijing	Kinshasa	Stockholm
<u>Beirut</u> NIKOSIA	Kopenhagen	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kuala Lumpur	Stuttgart
Berlin/BRD	Kuwait	Seoul
Berlin/DDR	Lagos	Sydney
Bogota	La Paz	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lima	Tel-Aviv
Bonn	Lissabon	Tokio
Bordeaux	London	Toronto
Brasilia	Los Angeles	Tripolis
Brüssel+Mission	<u>Luanda</u>	Tunis
Budapest	Luxembourg	Vancouver
Buenos Aires	Lyon	Warschau
Bukarest	Madrid	Washington
Canberra	Mailand	Wellington
Caracas	Manchester	Wien
Chicago	Manila	Yaoundé
Colombo	<u>Maputo</u>	Zagreb
<u>Conakry</u>	Marseille	Riad
Dakar	Melbourne	+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien
Damaskus	Mexiko	
Dar es Salaam	Montreal	
Den Haag	Monrovia	
Dhaka	Montevideo	
Djeddah	Moskau	
Dublin	München	
Düsseldorf	Nairobi	
Frankfurt a/Main	New Delhi	
Genua	New York, UNO+GK	
Guatemala	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- IH+DP